



L'Édito

On avait l'habitude de considérer que la PAC coûtait très cher. Pour les cinq années à venir, il est prévu une dépense de 264 milliards € (md€). D'après l'institut Bruegel, les pays européens auraient dépensé en deux ans 646 md€ pour atténuer la facture énergétique pour les ménages et les entreprises. C'est 2,5 fois le budget de la Pac. Qui plus est, à la différence de la Pac, cette dépense se fait sans concertation entre les pays. Elle est même porteuse de distorsions de concurrence.

Il n'y a pas que l'énergie. Il faudrait aussi se remettre à fabriquer les médicaments qui nous ont manqué et réindustrialiser un certain nombre de secteurs considérés comme stratégiques. On en arrive ainsi, par exemple, à donner une subvention de 7.000 € pour l'achat d'une voiture électrique, soit l'équivalent de deux années de la consommation alimentaire moyenne des ménages de notre pays. A cela s'ajoute des subventions aux investissements pour la fabrication des batteries et donc une augmentation de la dette publique. Pourtant après la chute du Mur de Berlin, on a feint de croire à la « fin de l'histoire » par une mondialisation heureuse où le commerce international apporterait la paix et éviterait les crises. La réforme de la Pac en 1992 a permis de signer ensuite les accords de Marrakech qui créaient l'OMC. Quelques années plus tard, même la Chine rejoignait cette noble institution. La doctrine était claire : supprimer toutes les entraves aux échanges, les taxes à l'importation, les quotas de production ou les aides à l'exportation. Bref, il fallait laisser faire les marchés.

C'était oublier qu'il n'y a jamais de marché sans règles et surtout, sans une autorité pour les faire respecter. La crise financière de 2008 a fait bondir la dette publique de 20 points pour renflouer les banques. La crise Covid et la guerre d'Ukraine ont montré notre dépendance aussi bien pour l'énergie que pour les médicaments, les composants électroniques et même la moutarde et l'huile de tournesol. Les gouvernements ont été obligés de soutenir l'activité et la dette publique dépasse désormais la valeur du PIB. L'économie libérale suppose une autorité qui favorise la concurrence. Mais les entreprises ont par principe horreur de la concurrence. Elles mettent tout en œuvre pour se mettre en situation de monopole. Les crises leurs permettent alors d'augmenter leurs profits. Ces grandes entreprises ont réussi à profiter de la concurrence fiscale entre pays européens et peuvent ainsi payer beaucoup moins d'impôts que les autres. C'est ainsi qu'un certain nombre de nos champions nationaux ont désormais transféré leur siège social aux Pays-Bas. Cela permet la constitution de patrimoines privés à des niveaux jamais connus dans l'histoire. Avec 180 md€, la plus grande fortune de France est aussi la plus grande fortune du monde. Si elle convertissait ses avoirs en terres agricoles, une seule personne posséderait les 28 millions d'hectares de la surface agricole de la France !